

L'honneur de penser

Fabien Eboussi Boulaga

Voici le premier numéro d'une revue culturelle dénommée *Terroirs*. Elle sera trimestrielle. Vous y trouverez des études pluridisciplinaires d'un thème, d'un domaine ou d'une région. Telle sera la rubrique dominante qui, métaphore et métonymie tout à la fois, donne son nom à ce périodique.

Le contenu comprendra, en outre, des dossiers d'information critique variés, des articles destinés à provoquer la discussion ou la controverse du fait des questions soulevées ou de propositions créatrices ou audacieuses, enfin des notes de lecture, de critique d'art.

La revue s'adresse avant tout à ceux qui souhaitent allier la connaissance et l'analyse des réalités les plus concrètes de notre société avec la conscience des problèmes et des enjeux où se décident notre survie et notre devenir. Elle se résigne d'avance à être négligée par ceux qui ne recherchent que le divertissement paresseux ou la confirmation de leurs préjugés ou de leurs passions.

C'est que *Terroirs* voudrait donner à penser. N'allez surtout pas imaginer, pour votre bonne conscience, que nous annonçons un langage ésotérique réservé à un cercle d'initiés, dont malheureusement vous n'êtes pas, ou dont heureusement vous n'avez que faire. Vous ne vous en tirerez pas aussi facilement. L'expérience- des cinq ou trois dernières décennies achève de nous inculquer, dans le sang et les larmes, que la pensée est un problème politique, où se joue la vie de tous et de chacun, des individus et des collectivités. Nous avons appris à nos dépens que l'absence de pensée est plus à redouter que la méchanceté, la stupidité ou l'ignorance les plus caractérisées. Elle est compatible avec bien des vertus ou de qualités, de vastes connaissances, voire beaucoup d'intelligence. Elle n'en instaure pas moins la banalité du mal, de l'inhumanité et de l'absurdité, élevées au rang de manifestations des lois d'airain de la nature ou de l'histoire, de puissances surhumaines, d'un aveugle destin. Où sont les monstres et les idiots, dans la cohorte des «élites» et des «guides» qui nous ont conduits à la famine, à l'exode, à l'hécatombe et à l'abjection de la misère et de l'assistance internationale ? Ce sont des gens de bonne compagnie, doués d'astuce, plein de ressources et de savoirs. Il ne faut même pas hésiter à leur accorder généreusement une intelligence supérieure, qui, dans l'environnement des relations humaines courtes, démontre son sens de l'opportunité et sa maîtrise dans les tactiques offensives (attaquer, surprendre, feindre, tromper, for-

cer...) et défensives (se garder, parer, riposter, esquiver...), en vue de la survie, de l'ac-caparement du pouvoir et des subsistances. Rares sont les dirigeants qui passent pour déments. Le comportement habituel de la plupart d'entre eux paraît normal. Pourtant comment nier que le comble de la violence que nous subissons soit de leur fait ? Est-il excessif de parler de désastre matériel et moral à propos de l'état postcolonial ? Et la question se pose, lancinante : comment en sommes-nous arrivés là ? Nous répondons : *la racine du mal africain est l'absence de pensée.*

Comment se montre cette carence ? Quelles sont ses formes, quel est son mécanisme et son effet fonciers ? Évoquons-les rapidement. Nous déduisons au préalable cette part considérable d'absence de pensée constitutive de l'économie de la vie. Le sommeil, les habitudes, les automatismes donnent heureusement congé à la conscience de soi, à l'examen, à la délibération et au jugement la plupart du temps. Ils nous évitent la paralysie ou l'explosion mortelle. Reste l'étroit champ où penser est obligatoire là où se jouent notre existence et son sens.

Nous nous y heurtons d'abord à une forme apparemment bénigne du défaut de pensée. Il se présente sous la forme d'un "*mythe fragmentaire*" et d'un *absolu atomisé* et contradictoire. Scrutez les rites, les interdits, les gestes obligés, les fétiches de notre vie sociale la plus quotidienne, vous n'exhumerez pas un mythe archaïque, survivance de l'époque précoloniale, mais un *impensé* bien structuré, qui emprunte ses éléments hétéroclites à une tradition imaginaire et à un modernisme rêvé. Il en va de même des clichés, des lieux communs, des idées «reçues», des slogans soufflés, de ces évidences que nous répétons hypnotiquement sur la nation, le développement. Ils finissent par former un vaste postulat syncrétique, constitué de présupposés incompatibles, mais capable de fonctionner de façon unitaire ou granulaire comme un absolu, qui ne se discute pas, au nom duquel on agit et qui fournit les «raisons» d'être ou de vivre, d'infliger le désagrément et la mort à autrui.

Mais il y a aussi les grandes doctrines profanes ou religieuses qui déterminent le passé, le présent et l'avenir, qui ont une fois pour toutes défini le sens de tout pour tous. Il est reposant d'appartenir à une organisation qui a en gérance le monopole de la vérité et de l'efficacité infaillibles. On est radicalement affranchi de la peine et du risque de penser.

Cependant, il semble que chez nous le *mimétisme de la pensée* soit la cause des plus grands ravages. Il a la faculté d'engourdir jusqu'au bon sens le plus élémentaire. Où sont les concepts, les théories que nous avons formés ou reformulés au contact de l'expérience, à la suite de discussions soutenues et raisonnables ? Nous ressasons des leçons apprises. La genèse de nos postulats, de nos principes, de nos types d'arguments, de nos modèles nous ramène invariablement à un ouï-dire, à un on-dit, à une autorité extérieure au mouvement interne d'une expérience et d'un processus de connaissance. Pour toute entreprise, toute transformation, toute remise en cause, nous consultons ces oracles que sont les experts et que nous prenons pour des «penseurs» compétents de notre propre situation. Nous vient-il quelquefois à l'esprit que «leurs avis peuvent se

révéler incroyablement insidieux et, au lieu de recommander la poursuite d'objectifs humains, s'attacher à la solution de pures abstractions, transformées de façon imprévisible par l'intervention de cerveaux artificiels», selon la parole du Tchèque Pavel Kohout. Progressistes et conservateurs sont logés à la même enseigne : ils empruntent seulement à des segments différents du discours historique et social «occidental». Mais ils s'accordent toujours à dire la nouveauté, l'irréductibilité de leur action dans le langage et la logique d'appareils institutionnels, verbaux, administratifs ou répressifs, qui se trouvent avoir miraculeusement une harmonie préétablie avec leur projet.

Quoi qu'il en soit de la variété des formes de l'absence de pensée, elles opèrent selon le même *mécanisme*, qui nous transforme en *zombies*. Nous sommes dépouillés de notre capacité de revenir à soi, de se comprendre en parlant, de raisonner et de réfléchir aux conséquences des actes accomplis ou à poser. A la fausse apparence d'un comportement rationnel va donc correspondre une fausse identité où tout se montre renversé : le prêt-à-porter que nous ramassons dans la friperie politique et culturelle occidentale est exhibé comme une création de notre cru et ce que nous inventons advient quand nous essayons de reproduire fidèlement les modèles que nous vénérons. *L'indifférenciation* s'étend à la distinction entre ce qui dépend de nous et ce qui n'en dépend pas, et donc entre ce qui est bien et ce qui est mal.

La conséquence redoutable de cet état de fait, c'est que nous sommes dans un monde de non-personnes, où tous peuvent être coupables, mais où nul n'est responsable, comptable d'actes qui soient réellement siens, qu'il a accomplis *en connaissance de cause*. L'absence de penser atteint à sa racine l'aptitude humaine à agir de façon concertée et efficace qui est au principe du pouvoir, qui est le pouvoir. Le défaut de celui-ci ouvre la voie à l'arbitraire et à la violence anonyme dont les agents ne sont que des personnages tragi-comiques. Nous sommes devant une tyrannie sans tyran : «Si nous qualifions de tyrannie, conformément à la pensée politique traditionnelle, un gouvernement qui n'est pas tenu de rendre compte de ses actes, le règne de l'Anonyme est sans conteste le plus tyrannique de tous, puisqu'on ne voit en fin de compte qui soit susceptible de répondre de ce qui est accompli» (H. Arendt, *Du mensonge à la violence*, Calmann-Lévy, Paris, 1972, p. 138). Nous ne pouvons-nous interdire de voir dans cette impossibilité de «localisation de la responsabilité» la cause essentielle de notre infortune. Elle explique le «caractère chaotique» de notre société, sa tendance «dangereuse à échapper à tout contrôle et à sombrer dans une sorte de fureur absurde» (*ibid.*, p. 139).

Quand les entrepreneurs politiques et les opérateurs économiques ne reconnaissent pas le poids de leurs actes, l'influence de leurs décisions présentes sur le déroulement futur des événements, ces derniers ne constituent pas un niveau de réalité, qui a son ordre, sa consistance. Tout semble possible, réversible ; «la positivité» fait totalement défaut ; tous les faits se valent et peuvent apparaître dans n'importe quel ordre. L'histoire devient un domaine où tout est possible» (A. Laroui, *La crise des intellectuels arabes*, Maspero, Paris, 1974, p. 33), comme celle «narrée par un fou, pleine de bruit et de fureur et ne signifiant rien».

Comment la pensée apparaît-elle au travers de la politique entendue comme action humaine historique ? Par quelles exigences et quelle performance propres s'y définit-elle ? Elle comporte les réquisits suivants :

1. L'histoire a une consistance et un poids où s'inscrivent les actes humains : le passé informe le présent, celui-ci reprend et réinterprète le passé et conditionne l'avenir. Événements, faits et gestes n'y ont pas même valeur;
2. Sens et vrai n'y sont pas donnés d'emblée, par illumination, fonction, prédestination ni à un individu, ni à une secte. Ils se font ou se découvrent laborieusement par la discussion, l'expérience raison née, critiquée, amendée ou abandonnée, à travers des choix successifs.

La fonction propre de la pensée s'exerce là où il ne s'agit pas de recettes ni des données et des techniques «pour réaliser des programmes ou des projets arrêtés, dont le bien-fondé est un postulat aux yeux de qui y adhère», mais là où la réflexion sur les projets mêmes s'impose. Devant les réponses «concrètes» et «réalistes» aux questions «urgentes», elle intervient avec «cette question de second ordre qui demande de savoir si la première fut bien posée». Sans résoudre aucune difficulté ni dispenser quiconque d'en rechercher les solutions techniques, la pensée voudrait «amener les hommes à les regarder et à en comprendre la portée et le sens..., en les débarrassant de faux problèmes... de rêves tout juste bons à leur fermer l'accès de la réalité, à leur interdire de voir de quoi il s'agit et de se mesurer, vivants, à ce qui vit. (E. Weil, *Philosophie politique*, J. Vrin, Paris, 1956, p. 8).

On le voit, la pensée ne serait pas un problème politique si n'était en jeu que le choix d'opinions de sa convenance, dans les foires aux idées que la liberté du commerce et de la concurrence fait prospérer. Elle serait une forme d'hypocondrie, si elle se contentait de se livrer à la délectation morose qu'on trouve à dénoncer de sempiternels abus et à jouer les Cassandres, à prononcer péremptoirement et de haut sur le juste et l'injuste. La liberté de pensée, un luxe ? Étourdi ! Elle est la possibilité de l'action qui fait de l'homme un être politique, la possibilité de *concevoir* d'entrer en contact avec ses semblables, d'agir de concert avec eux, en formant et en poursuivant des buts et des projets, auxquels chacun n'aurait jamais songé, sans cette aptitude à penser tout seul ensemble avec les autres. C'est cela qui permet d'agir *en connaissance de cause*.

Vous n'êtes pas condamnés à divaguer sur nos intentions. Voilà nos règles de jeu et notre parti-pris, notre « secret », bref, notre raison d'être.